

Une issue à la crise des déchets trois mois pour convaincre

La levée du blocus de Viggianellu a été décrétée hier matin par les élus du Sartonais-Valincu. Les négociations ont permis d'éviter l'enlèvement. Mais la CdC, le Syvadee et l'État devront avancer des pistes dès le mois de juillet

A l'échelle de trente ans de crise des déchets, c'est un maigre répit. Une respiration de trois mois durant laquelle le centre d'enfouissement technique (CET) de Viggianellu va une nouvelle fois jouer les exutoires territoriaux. Les négociations ont été épuisantes mais il semble que les arguments du triumvirat CdC-Syvadee-État aient été assez persuasifs pour éviter la paralysie. "Nous comprenons les inquiétudes des élus du Sartonais-Valincu, des membres du collectif Valincu Lindu et des habitants de la région, assure Gilles Simeoni, président de l'exécutif de la collectivité de Corse. Les échanges ont été constants sans être forcément médiatisés et ce travail de plusieurs jours a abouti à une prise de conscience générale, une sortie de crise par le haut alors que l'on se dirigeait vers une situation intenable."

Objectif : généralisation du tri

Le verrou de Viggianellu - dont l'exploitation a été prolongée en octobre dernier, jusqu'en 2021 - va donc sauter ce matin. Mais pour cela, il a fallu convaincre et présenter les grandes lignes d'un plan de sauvegarde à moyen



Lors de la longue réunion de jeudi, à Propriano, Gilles Simeoni et François Tatti ont su convaincre les élus du Sartonais-Valincu de la levée du blocus de Viggianellu.

PHOTO JEAN-PIERRE BELLET

terme, basé sur un leitmotiv scandé par la majorité territoriale : le tri.

"Nous ne variations pas de l'objectif qui est la généralisation du tri, poursuit Gilles Simeoni. Au 31 juillet, la collecte au porte à porte atteindra 60 % du territoire de la Cab. Nous nous donnons un an pour renforcer ce dispositif sur l'ensemble des intercommunalités. Et nous voulons aller encore plus loin avec la construction de deux

usines de surtri à proximité de Bastia et d'Ajaccio. Car il faut rassurer ceux qui prendront le relais en 2022. Et leur dire qu'une stratégie acceptable consiste à passer de 120 000 à 80 000 tonnes de déchets à stocker par an."

L'effort consenti par les élus du Sartonais-Valincu est suspendu à cette condition. "Ils ont accepté de dépasser les tonnages sur la phase critique transitoire en exigeant légitimement des garanties

quant à la proposition de projets alternatifs à la fin 2021, explique François Tatti, président du Syvadee. L'ouverture d'autres sites doit succéder à la fermeture prévue de Viggianellu."

Gilles Simeoni écarte l'idée d'incinérateur

La semaine dernière, les murmures autour d'un projet de centre d'enfouissement sur la commune de Moltifau ont provoqué la foudre des riverains. Cette difficulté pourrait ressurgir à chaque nouvelle étude de terrain. "C'est le travail du politique que de faire adhérer l'ensemble de la population à une stratégie collective, affirme François Tatti. Certains cafouillages ont laissé craindre aux élus du Sartonais-Valincu une rupture du pacte que nous avions scellé. Il a fallu les rassurer."

La plus grande confidentialité règne désormais sur les pistes explorées pour l'implantation de nouveaux centres de stockage. Mais la

"Je ne suis pas Mary Poppins" assure le préfet

En marge d'une visite à Guagno, ce jeudi, le préfet de Corse s'est exprimé sur la crise des déchets.

"Je ne suis pas Mary Poppins, je n'ai donc pas de solution magique", a déclaré Bernard Schmeltz, ajoutant que quelle que soit la solution à envisager, il fallait compter sur un délai de deux ans pour instruire et mettre en place un projet permettant une solution pérenne. Pourtant, il avance que l'incinération pourrait être la clé : "Pourquoi est-ce qu'on appréhende tant de parler d'incinérateur ? Le traitement thermique actuel est différent et plus fiable que les incinérateurs d'autrefois, qui rejettent des particules fines dans l'atmosphère. Pour lui, la Collectivité de Corse doit impérativement planifier une stratégie, dans laquelle les communes auraient, elles aussi, un rôle à jouer. "Il manque des plateformes de compostage et la mise en place d'un tri draconien permettant d'arriver aux déchets ultimes."

Il a par ailleurs rappelé que Viggianello et Prunelli sont en fin d'activité, au point de ne pas pouvoir finir l'année, et que le projet d'enfouissement à Albittuccia ne peut être retenu en raison du risque aviaire. "La situation est grave, mais il n'y a pas de plan B, ni C, ni Z. Il faut questionner la population sur la solution de l'incinérateur et, en attendant, demander un effort supplémentaire avec des centres de pré-traitement et une extension de Viggianello", a-t-il ajouté.

P. C.

majorité territoriale assure travailler sur plusieurs dossiers. "Nous avançons sur deux ou trois propositions, à proximité du chemin de fer, confie Gilles Simeoni. Avec la certitude que ce type d'infrastructure doit revenir à la force publique, pour éviter que des intérêts privés dérogent le fonctionnement du tri."

En revanche, le président de l'exécutif balaise sèche l'éventualité du recours à l'incinérateur, avancé notamment par le préfet (lire ci-dessous).

"C'est un fantasme qui nécessite 5 ans de procédure. Pendant cette période de transition, la situation s'enliserait inexorablement. Lors de la réunion de Propriano, les élus en ont convenu. Le stockage est le meilleur système, y compris d'un point de vue

environnemental." De l'État, Gilles Simeoni attend surtout un effort de péréquation. "J'ai demandé au préfet que la taxe générale sur les activités polluantes, versée par les entreprises corse à hauteur de 5 millions d'euros annuels, soit territorialisée. Cette manne financière doit rester en Corse", clame-t-il.

En attendant, les sites de Viggianellu et de Prunelli devaient continuer à jouer la carte de la solidarité régionale et absorber les déchets de toute l'île. Pour combien de temps ? "Au mois de juillet, nous devons présenter des avancées sur ces trois points : la généralisation du tri, l'implantation de deux usines de surtri et la proposition de sites alternatifs pour prendre le relais en 2022."

Trois mois pour convaincre.

JEAN-PHILIPPE SCAPULA

Prunelli ne rouvrira pas avant une réunion

Devant le centre d'enfouissement de Prunelli di Fium'Orbu, la tension ne redescend pas, même si le collectif prévoit une réouverture du site dans les prochains jours. "Depuis le début, nous sommes en accord avec Viggianellu. Par conséquent, nous attendons nous aussi de rencontrer des responsables de la Collectivité de Corse et du Syvadee afin de discuter des modalités. Nous attendons qu'ils apportent des propositions concrètes afin de parvenir à une entente", insiste Francis Carloti, porte-parole du collectif contre le tout enfouissement. Des garanties à court et moyen terme sont demandées pour débloquer la situation. "Notre but est de représenter la population et d'œuvrer pour son intérêt et nous le ferons tant que nous n'aurons pas la certitude qu'un vrai travail sera engagé dans les prochains mois", ajoute le porte-parole. Une rencontre entre le collectif, la Collectivité de Corse, le Syvadee et la direction régionale de l'aménagement et du logement devrait avoir lieu dans les prochains jours d'après Francis Carloti.

P.-M. S.